



National
Transportation
Agency of Canada

Office national
des transports
du Canada

CAI

TA 87

-2010



3 1761 11849622 3

Mediation

an informal procedure



Canada





MEDIATION

An informal procedure


Mediation, a new service offered by the National Transportation Agency of Canada is a simple, informal and voluntary means of dispute resolution. Agency mediators can assist shippers, carriers or other parties in resolving their disputes without costly, formal proceedings. Mediation can apply to rates and/or related service conditions described in provisions of the *National Transportation Act, 1987*, the *Railway Act*, or the *Railway Relocation and Crossing Act*.

Mediation gives all parties the opportunity to discuss their positions openly and clearly so they can work towards a mediated compromise. A negotiated settlement using mediation can avoid further and more costly procedures for the parties.

Who will mediate ?

An officer from the Mediation and Arbitration Services Directorate of the Agency will mediate a dispute. The mediators have had specialized training in mediation and other dispute-resolving techniques and are knowledgeable in the subject matter in dispute. Agency Members and staff of the Legal Services Directorate may not serve as mediators.

Mediators act as facilitators, assisting the parties in reaching their own settlement. They ensure that all parties' views and interests are expressed and that negotiations are directed towards finding a solution acceptable to all parties.





Confidentiality


All correspondence exchanged between the disputing parties and Agency staff, as well as matters discussed at the session, are considered confidential unless the parties agree otherwise. No minutes or transcripts of the session will be kept and information supplied by a party will not be used by the Agency for any other purposes without the consent of the party concerned. Agency employees participating in a session or involved in researching background material will not be allowed to participate in any final-offer arbitration or public-interest investigation of the same dispute which may follow mediation.

How long does mediation take ?

Mediation must be completed within 30 days from the date the Agency is informed that a mediation is requested.

How much does it cost ?

The time and location of each mediation session and any expenses incurred due to additional needed space will be handled by the Agency.



Preparation

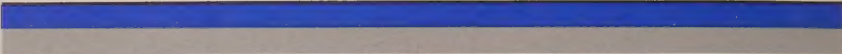
Prior to any mediation, the mediator will contact each of the parties individually and may make a site investigation. This will ensure that the mediator is well aware of all the issues involved and will be prepared to suggest options for consideration of the parties.

All parties involved in mediation should come prepared for their presentations and have all the relevant documents and records on hand. The number of representatives is not limited, but should be kept to only those persons essential to the case. It is also important that all participants are well versed in the issues under dispute and have the authority to implement any decisions made during the session. The mediation process is designed to be a simple, informal process and legal counsel is not usually present.

What happens during mediation ?

At the beginning of a session, the parties will be given the opportunity to state their views on the issues under dispute. An informal discussion will follow during which the areas of potential compromise will be explored. At any time, the mediator or any of the parties may request a recess to discuss further areas of compromise or to explore avenues which the parties do not wish revealed to the group. All information in these caucus sessions will be considered confidential.

The mediation session will then either continue or a new session may be scheduled by the mediator if there is potential for a settlement or an agreement on any specific issues.



Settlement

The mediator may adjourn or terminate a session if the possibility of a settlement or agreement on any of the disputed issues appears unlikely. Similarly, either party may withdraw from mediation at any time.

Settlements or agreements reached through mediation are not considered legally binding. It is expected, however, that any agreements will be honoured by the parties.

Do you wish to settle a dispute ?

Contact:


Mediation and Arbitration Services Directorate
National Transportation Agency of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0N9

(819) 953-4430

(819) 997-6391

Cat. No. TW3 - 7/1988

ISBN 0-662-56241-0



Le règlement

Le médiateur peut ajourner une séance ou y mettre un terme si toute possibilité de règlement ou d'entente relativement à l'un des points du différend semble peu probable. De même, chacune des parties peut se retirer de la médiation à tout moment.

Les règlements ou les ententes intervenus grâce à la médiation ne sont pas considérés comme légalement obligatoires. On s'attend toutefois à ce que les parties les respectent.

Souhaitez-vous régler un différend ?

Voici où vous adresser :

Direction des services de médiation et d'arbitrage
Office national des transports du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0N9

(819) 953-4430
(819) 997-6391

N° de cat. TW3 - 7/1988
ISBN 0-662-56241-0

Avant tout processus de médiation, le médiateur communiquera avec chacune des parties séparément et peut procéder à une enquête sur place. On peut ainsi s'assurer que le médiateur connaît bien toutes les questions en cause et qu'il pourra proposer des éléments de solution que les parties étudieront.

Toutes les parties qui participent au processus de médiation devraient être prêtes à faire une présentation et avoir en main tous les documents et les dossiers pertinents. Aucune limite n'est imposée quant au nombre de représentants; toutefois, on devrait se limiter aux personnes dont la présence est essentielle. Il est également important que tous les participants connaissent bien les points en litige et disposent des pouvoirs nécessaires pour appliquer toute décision qui sera prise pendant la séance. Le processus de médiation a été conçu de manière à être simple et informel, et les avocats n'y assistent habituellement pas.

Que se passe-t-il pendant la médiation ?

Au début d'une séance, les parties ont l'occasion d'exprimer leur point de vue sur les questions en litige. Se déroule ensuite une discussion informelle au cours de laquelle sont explorés les différents terrains d'entente possible. Le médiateur ou l'une des parties peut, en tout temps, demander un ajournement pour discuter d'autres possibilités de compromis ou pour explorer d'autres avenues dont les parties ne souhaitent pas discuter devant le groupe. Tous les renseignements mis au jour au cours de ces séances sont considérés comme confidentiels.

La séance de médiation se poursuit ensuite ou le médiateur peut prévoir la tenue d'une autre séance s'il y a possibilité de règlement ou d'entente sur une question en particulier.

Toute la correspondance échangée entre les parties et le personnel de l'Office, ainsi que les points dont on discute lors des séances, sont considérés comme étant confidentiels à moins que les parties n'en conviennent autrement. Aucun procès-verbal ou aucune transcription des séances n'est conservé et l'information fournie par une partie n'est pas utilisée par l'Office pour d'autres fins qu'elles soient, sans le consentement de la partie pertinente. Les employés de l'Office qui participent à une séance ou qui effectuent les recherches en vue de la documentation ne peuvent participer à un processus d'arbitrage ou d'enquête relative à l'intérêt public sur une même cause après la médiation.

Combien de temps nécessite la médiation ?

Le processus de médiation doit être terminé dans un délai de trente jours suivant la date à laquelle l'Office est informé d'une demande de médiation.

Combien en coûte-t-il ?

L'Office détermine la date et le lieu de chaque séance et prend à sa charge toutes les dépenses qui deviennent nécessaires en raison d'un besoin additionnel d'espace.

La **médiation**, un nouveau service offert par l'Office national des transports du Canada, est un moyen simple, informel et volontaire de règlement des différends. Les médiateurs de l'Office peuvent aider les expéditeurs, les transporteurs, ou autres parties, à régler leurs différends sans procédures formelles et coûteuses. La médiation peut viser les tarifs ou les conditions de service connexes décrites dans les dispositions de la *Loi nationale de 1987 sur les transports*, de la *Loi sur les chemins de fer* ou de la *Loi sur le déplacement des lignes et sur les croisements de chemins de fer*.

La médiation donne à toutes les parties l'occasion de discuter ouvertement et clairement de leur position afin qu'elles puissent en arriver à un compromis. La négociation d'une entente par voie de médiation peut éviter des procédures supplémentaires onéreuses pour les parties.

Qui s'occupe de la médiation ?

Un agent de la Direction des services de médiation et d'arbitrage de l'Office sert de médiateur. Ces agents possèdent une formation spécialisée en médiation et en règlement des différends. De plus, ils connaissent bien l'objet du différend. Les membres de l'Office et le personnel de la Direction des services juridiques ne peuvent être médiateurs.

Les médiateurs agissent en tant qu'intermédiaires pour aider les parties à s'entendre. Ils veillent à ce que les points de vue et les intérêts de toutes les parties soient exprimés et à ce que les négociations soient orientées de manière à trouver une solution acceptable pour tous.

Canada

La Médiation *Un processus informel*

National
Transportation
Agency of Canada

Office national
des transports
du Canada

